



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



**VEILLE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**D'EUROPE CENTRALE ET DES ETATS BALTES**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

**DE VARSOVIE**

Mai 2023

## Sommaire

<b>Zoom – invasion russe en Ukraine.....</b>	<b>2</b>
<b>Secteur de l'énergie.....</b>	<b>2</b>
<b>Autres secteurs.....</b>	<b>4</b>
<b>Autres faits saillants.....</b>	<b>5</b>
<b>Pologne.....</b>	<b>5</b>
<b>Hongrie.....</b>	<b>8</b>
<b>République Tchèque.....</b>	<b>12</b>
<b>Lituanie.....</b>	<b>19</b>
<b>Lettonie.....</b>	<b>20</b>
<b>Calendrier.....</b>	<b>20</b>

# Zoom – invasion russe en Ukraine

## Secteur de l'énergie

### En Lituanie, la loi pourrait se durcir en raison du maintien de certaines importations de gaz depuis la Russie

Si l'importation de gaz russe par gazoducs et via le terminal GNL de Klaipėda est interdite, le Conseil national de régulation de l'énergie soutient que du gaz est toujours importé en Lituanie par voie routière (camions citernes). Dans ce contexte, les députés ont approuvé la proposition du ministre de l'Énergie et du président du Comité de la sécurité nationale et de la défense au Parlement d'interdire le chargement et la distribution de GNL russe à la station de distribution de GNL de Klaipėda et dans les installations de regazéification à petite échelle.

### Les Slovaques payent leur énergie 30-40% de plus que les voisins

L'Autorité de régulation va procéder à un examen des tarifs énergétiques non régulés. En effet, les tarifs seraient 30 à 40% supérieurs à ceux payés par les consommateurs des pays voisins. L'Autorité demandera aux fournisseurs non seulement des données publiques, mais également celles qui font l'objet d'un secret commercial. Les fournisseurs objectent qu'afin de couvrir la consommation, ils ont dû acheter à terme des volumes au plus haut du cycle des prix, bien supérieurs à ceux observés ultérieurement sur les marchés spot.

### La fourniture de dernier ressort rebute les électriciens slovaques

La société *Stredoslovenska energetika* (SSE, groupe tchèque EPH), fournisseur d'électricité en Slovaquie centrale, a annoncé début juin qu'elle avait demandé à l'Autorité de régulation de ne plus être fournisseur en dernier ressort. Elle le justifie par l'absence de compensation publique pour couvrir les frais liés à la prise en compte de nouveaux consommateurs, suite à la faillite de fournisseurs alternatifs. En effet, les fournisseurs de dernier ressort devaient fournir des énergies aux prix régulés à ces nouveaux clients, dans un contexte de tension extrême des prix à l'achat.

### Les économies d'énergie se poursuivent dans la région

En Slovaquie, l'entreprise *MH Teplarensky holding*, regroupant six centrales de **chauffage urbain** (Bratislava, Trnava, Martin, Zvolen, Kosice, Zilina) a fourni 1,9 M MWh de chaleur pendant la saison de chauffe. Selon son directeur général, les clients ont **réduit leur consommation de 10%** par rapport aux années précédentes sous l'effet des prix des énergies. La période de chauffage a duré 243 jours, soit 19 de plus que l'hiver précédent, avec une température moyenne extérieure plus élevée (+0,4°C), compensant ainsi la période de chauffage plus longue.

En République tchèque, **les économies de gaz** se poursuivent au T1 2023, avec **une réduction de la consommation de 14,4%** en variation annuelle. Au total, près de 2,5 M m<sup>3</sup> de gaz ont été consommés sur cette période, soit le niveau le plus bas depuis 2001.

Selon l'Office de régulation de l'énergie (ERU), **la République tchèque a atteint l'objectif de l'UE d'une réduction d'au-moins 5% de la consommation d'électricité pendant les périodes de pointe l'hiver dernier**. Entre décembre 2022 et mars 2023, le pays a en effet réduit sa consommation d'électricité de près de 6,5% par rapport à la moyenne des années précédentes.

En Hongrie, entre mi-octobre et mi-avril, la **consommation de gaz a diminué de 24,5%**, en glissement annuel. Ce faisant, 2 Mds m<sup>3</sup> de gaz ont été économisés. **Pour l'électricité, la baisse a été de 7,5%**.

## Maintien du soutien pour faire face au prix élevé de l'énergie

Mi-mai, le ministère slovaque de l'Economie a pris la décision de prolonger jusqu'à fin septembre le soutien aux entreprises face à la hausse des prix des énergies. Pour mémoire, le ministère octroie un remboursement de 80% du prix qui dépasse 99 €/MWh pour le gaz et 199 €/MWh pour l'électricité. L'aide maximale s'élève à 200 000 €/mois/entreprise.

Le règlement européen 2023/435 du 27 février (*RePowerEU*) permet à la Slovaquie d'aider les ménages vulnérables à faire face aux coûts d'énergie via les fonds européens de la période 2014-2020. Cette initiative, dite *SAFE (Supporting Affordable Energy)*, représente 1,46 Md€.

## Les Baltes renforcent leur coopération sur l'approvisionnement

La Lettonie et l'Estonie prévoient de signer un accord de coopération sur l'approvisionnement en gaz naturel en situation de crise. Le mémorandum prévoit que, dans une situation où l'approvisionnement en gaz naturel serait perturbé dans la région, la Lettonie et l'Estonie pourraient utiliser le terminal GNL flottant du port de Paldiski pour s'approvisionner.

## Hausse des prix de transport et distribution d'énergie

En Lettonie, la Commission des services publics (SPRK) a approuvé les nouveaux plans tarifaires soumis par le gestionnaire public de réseau de transport d'électricité *Augstsprieguma tīkls (AST)* et l'opérateur de distribution d'électricité *Sadales Tīkls (ST)*. A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023, les factures vont augmenter de 5-7€ (hors TVA) pour un appartement et de 12-18€ pour une maison.

L'opérateur letton de transport et de stockage de gaz naturel *Conexus Baltic Grid* a soumis à la SPRK un nouveau plan tarifaire qui prévoit une hausse de 39% des tarifs de transport de gaz pour les trois prochaines années. Toutefois, Conexus a déclaré que l'impact sur la facture globale des consommateurs de gaz naturel devrait être minime, de l'ordre de 0,5 à 1,1 % en moyenne.

## Remplissage des stocks de gaz

Selon le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce, les installations de stockage de gaz atteignent, début juin, près de 2,5 Mds m<sup>3</sup>, soit plus de 70% de leur capacité, un niveau habituellement atteint seulement en juillet. Le ministre s'est dit confiant dans les capacités de son pays à assurer un remplissage rapide des réserves avant l'hiver prochain.

En Hongrie, les réserves de gaz s'élèvent à 3,2 Mds m<sup>3</sup>.

## Coopération pays tiers, diversification des approvisionnements

Ce mois-ci, plusieurs déplacements de haut-niveau en pays tiers concernaient la **sécurisation des approvisionnements gaziers**.

En visite à Bakou, où il a rencontré son homologue azerbaïdjanais et l'énergéticien local *SOCAR*, le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce a déclaré que **les approvisionnements azerbaïdjanais de gaz et de pétrole seraient décisifs pour remplacer le gaz russe**.

En visite officielle au Qatar, le Premier ministre Orban a confirmé vouloir acheter du **gaz qatari afin de renforcer la sécurité énergétique de la Hongrie**. Les volumes envisagés ne sont pas connus, mais le dirigeant hongrois a évoqué de potentielles livraisons à partir de 2026. En outre, le hongrois *MVM CEEnergy* et la **compagnie nationale azérie SOCAR** ont officialisé un accord qui prévoit la livraison de 100 M m<sup>3</sup> gaz dès 2023. Selon le ministre hongrois des Affaires étrangères, **un accord de long terme pourrait être signé avec l'Azerbaïdjan** pour permettre à la Hongrie de recevoir jusqu'à 2 Mds m<sup>3</sup> de gaz/an. Enfin, *MOL* et les sociétés serbes *Transnafta* et *Srbijagas* vont renforcer leur coopération.

En matière de **sécurisation des livraisons de pétrole**, MOL et l'opérateur croate d'oléoduc *Janaf* ont conclu un accord pour le transport de 2,9 M t/an de pétrole vers les raffineries hongroise et slovaque de MOL. *Janaf* va également stocker 150 000 m<sup>3</sup> de pétrole dans deux terminaux croates. L'agence de notation Fitch Ratings a d'ailleurs amélioré les perspectives de MOL de négatives à stables. Cette analyse est fondée sur la faible probabilité d'une interruption de l'acheminement du pétrole russe, ainsi que sur les efforts de diversification accomplis par MOL : la part du pétrole russe va passer de 65% à 50% d'ici fin 2023 et **MOL pourrait même être en mesure de se passer de pétrole russe à l'horizon 2025**.

En outre, le ministre hongrois des Affaires étrangères a confirmé la **construction d'un oléoduc entre Algyó (Hongrie) et Novi Sad (Serbie)**. Il aura une longueur de 128 km, pour un coût estimé à 100 M€. Il permettra **d'acheminer vers la Serbie du pétrole arrivé en Hongrie, via l'oléoduc Druzhba**. Prévu pour fin 2024, il sera construit le long d'un gazoduc existant.

## Coopération bilatérale en matière d'hydrogène

Le ministre **tchèque** de l'Industrie et du Commerce souhaite étendre à la **fourniture d'hydrogène vert** la coopération énergétique avec **l'Azerbaïdjan**, secteur où ce pays affiche des objectifs de production ambitieux.

En **Pologne**, la ministre du Climat et de l'Environnement et le ministre de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie du **Japon** ont signé un protocole de coopération dans le domaine de **l'hydrogène bas-carbone**.

Le 31 mai, à l'occasion de la rencontre en Slovaquie des présidents des Républiques française et slovaque, un [accord de coopération](#) a été signé entre d'une part **l'association France Hydrogène et Medef International** et, d'autre part, **l'association slovaque pour l'Hydrogène**. Son objectif est de favoriser la réalisation de partenariats à long terme entre les entreprises des deux pays dans le domaine **de l'hydrogène**, en développant les échanges et la diffusion d'informations.

Par ailleurs, les organisations industrielles de l'hydrogène présentes en Estonie, Lettonie, Lituanie, Ukraine, Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Slovénie et Hongrie ont créé le **Three Seas Hydrogen Council** pour promouvoir l'usage de l'hydrogène auprès des institutions européennes.

## Nouvelle ligne électrique entre Pologne et Ukraine

Mi-mai les gestionnaires du réseau électrique polonais PSE et ukrainien *Ukrenergo* ont mis en service une ligne à haute tension reliant Rzeszów à la centrale nucléaire ukrainienne de Khmelnytskyi.

## Autres secteurs

### Actions de la Lituanie pour la reconstruction de l'Ukraine

La Lituanie participe à la reconstruction de l'Ukraine via un investissement de **12 M€ pour reconstruire des infrastructures**. Le premier projet, la construction d'un campement mobile à Borodianka, a été livré en avril. D'autres projets seront mis en œuvre et achevés dans les prochains mois : reconstruction d'une école à Borodianka, jardin d'enfant à Irpin, restauration et modernisation du système énergétique à Mykolaiv, etc.

Les entreprises lituaniennes devraient continuer à candidater à des appels d'offres dans les mois à venir et de nombreux autres investissements sont prévus.

# Autres faits saillants

## Pologne

### Nominations

Le 2 juin, **Anna Łukaszewska-Trzeciakowska**, jusqu'à présent sous-secrétaire d'Etat au Ministère du Climat et de l'Environnement, a été nommée plénipotentiaire du gouvernement chargée des infrastructures énergétiques stratégiques et rattachée aux services du Premier ministre. Elle remplace ainsi Mateusz Berger.

### Energie

Mi-juin, la Diète a adopté des modifications à la loi sur l'Energie. Les nouvelles dispositions prévoient d'imposer une taxation à hauteur de 97% des recettes provenant de la vente des **certificats de garantie d'origine**, dans le cadre de la déduction transférée au Fonds de paiement de la différence de prix. Elles retardent également d'un an l'introduction du système central d'information sur le marché de l'énergie.

Selon [le rapport](#) de l'Association polonaise de transport et de distribution d'électricité, publié le 17 mai, les distributeurs ont dépensé 8,1 Mds PLN (1,8 Mds€) en 2022 pour les **investissements dans les réseaux**, soit 25% de plus que l'année précédente.

#### - nucléaire

Fin mai, les présidents de l'entreprise publique nucléaire PEJ (*Polskie Elektrownia Jądrowe*), de *Westinghouse* et de *Bechtel* ont signé un **accord préliminaire sur la formation d'un consortium par les entreprises américaines** pour construire une centrale nucléaire à Lubiatów-Kopalin.

#### - hydrogène

Le 4 mai le ministre du Climat et de l'Environnement a rencontré le ministre de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie du Japon. La ministre a indiqué que la Pologne est intéressée par les technologies de captage et stockage de CO<sub>2</sub> développées au Japon. Les ministres ont aussi abordé l'impact de la guerre en Ukraine sur le marché de l'énergie, la reconstruction de l'Ukraine et les enjeux actuels en matière de décarbonation et de développement des EnR.

#### - renouvelables

Début mai, le ministre des Actifs publics a mis en place dans son ministère une équipe d'experts chargée du développement de l'énergie éolienne *offshore*. Elle est chargée d'analyser les investissements *offshore* réalisés par les groupes publics et de formuler des recommandations sur les changements législatifs nécessaires ou recommandés.

Début juin, le président a promulgué une Loi spéciale sur la préparation et la création de **centrales de pompage-turbine** et des investissements associés. Elle facilitera leur construction et améliorera ainsi la flexibilité du fonctionnement du système électrique national.

Fin mai, le ministre des Infrastructures a publié les dernières décisions d'attribution de sites pour la construction de **parcs éoliens en mer Baltique** : 5 sites ont été attribués à Orlen et 1 à PGE. Au total, **PGE et Orlen ont remporté cinq zones chacun**.

### Environnement

Début mai, la Cour de Justice de l'UE (CJUE) a condamné la Pologne pour ne pas avoir mis en œuvre la **directive sur le bruit** qui (i) fixe des niveaux maxima de pollution sonore recommandés,

(ii) demande aux Etats de collecter des données sur le bruit et (iii) d'élaborer des plans d'action pour lutter contre la pollution sonore. La Pologne n'a pas adopté de plan contre le bruit pour les zones sans dépassement sonore, ni transposé l'exigence de mesures visant à préserver les zones calmes, ni élaboré les plans requis pour 13 grands axes ferroviaires et 247 grands axes routiers, et, enfin, n'a pas soumis de résumés des plans pour 16 autres grands axes routiers.

### - déchets

Le conseil des ministres a adopté l'amendement à la loi sur la gestion des déchets et des déchets d'emballages introduisant le **système de consigne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025**. Le système couvrira les bouteilles en plastique à usage unique d'une capacité maximale de 3 litres, les bouteilles pour boissons réutilisables en verre jusqu'à 1,5 l et les cannettes de boisson de 1 l ou moins. Tous les magasins d'une surface supérieure à 200 m<sup>2</sup> seront obligés de récupérer les emballages vides et les déchets d'emballages couverts par le système et à rembourser la caution.

Lors d'une conférence de presse le 18 mai, Jacek Ozdoba, député du parti *Pologne Souveraine* et secrétaire d'Etat au ministère du Climat et de l'Environnement, a informé que la Pologne portera prochainement une plainte auprès de la CJUE contre l'Allemagne qui, malgré les appels répétés de la Pologne, « depuis des années, fuit ses responsabilités concernant l'enlèvement des 35 000 t de déchets transportés illégalement depuis l'Allemagne vers la Pologne ».

Le ministère du Climat et de l'Environnement n'envisage pas d'augmenter la taxe pour les sacs de caisse en plastique qui s'élève actuellement à 0,20 PLN + TVA (0,043 € + TVA). Depuis 2018, les revenus budgétaires au titre de cette taxe ont atteint 680 M PLN (150 M€), soit beaucoup moins que prévu : selon les estimations du gouvernement, au cours de la première année d'application de la loi, la recette aurait dû s'élever à 1,1 Md PLN (230 M€). Avant la taxe, la quantité de sacs plastiques consommée en Pologne était de 300/habitant/an (toutes épaisseurs). Sur le segment des sacs taxés, la consommation s'élève désormais à 9 /habitant/an.

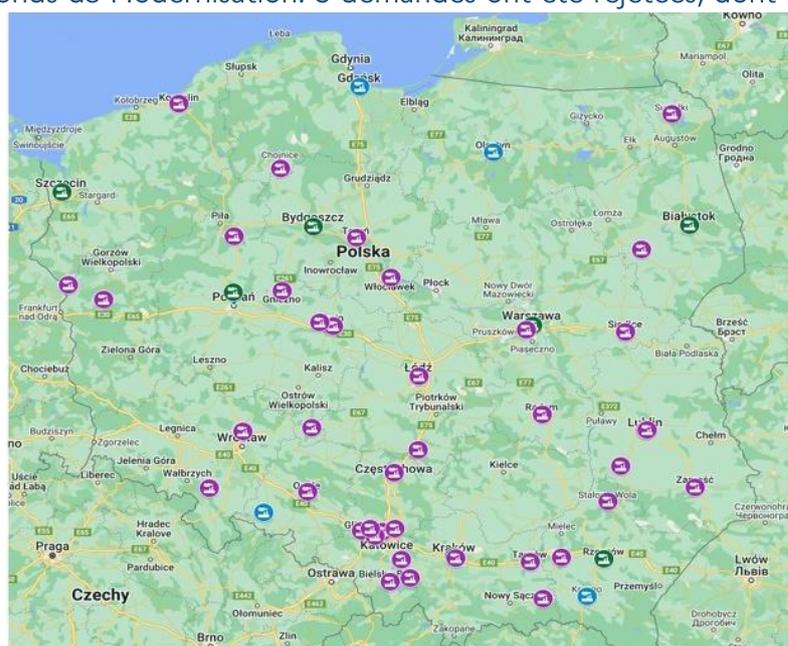
Le Fonds National de Protection de l'Environnement et de Gestion de l'Eau a rendu publique [la liste](#) de 39 **projets d'installation de valorisation thermique des déchets** qui sollicitaient un cofinancement dans le cadre du Fonds de Modernisation. 5 demandes ont été rejetées, dont celle portant sur l'agrandissement de l'incinérateur à Varsovie. La demande de *Veolia Wschód* pour la construction d'une installation à Zamość a été approuvée; la demande de *Veolia Nowa Energia* concernant la construction d'un incinérateur à Łódź est en cours de traitement. Le coût de ces 39 projets est estimé à 10 Mds PLN (2,17 Mds€), le cofinancement à 3 Mds PLN (0,65 Md€).

### INCINERATEURS EN POLOGNE

en vert - installations en service

en bleu – incinérateurs en cours de réalisation

en violet – 39 projets de la liste du NFOŚiGW



### - qualité de l'air

Le ministère du Climat et de l'Environnement a prolongé jusqu'au 31 juillet 2023 la **suspension des normes de qualité pour combustibles solides** (introduite en juillet 2022 face à la crise énergétique). Pour rappel, l'un des jalons du Plan de Relance polonais vise à imposer des normes plus strictes pour les combustibles solides afin de lutter contre la pollution de l'air, qui constitue un problème majeur en Pologne.

## Infrastructures de transport

Début juin, le ministre des Infrastructures a approuvé le Plan Général – vision à long terme (2060) de développement du pôle multimodal CPK. Il s'inscrit en cohérence avec les plans existants de développement des transports, et les complète.

Fin mai la société CPK a lancé des appels d'offres pour les travaux préparatoires sur les premiers tronçons de la **ligne ferroviaire à grande vitesse** Varsovie - CPK - Łódź et Łódź - Sieradz - Wrocław. Les appels d'offres concernent les trois domaines suivants : les travaux de démolition, la reconnaissance de terrain et abattage d'arbres et de buissons avec les travaux de nettoyage. La société CPK vise établir des accords-cadres avec 75 entrepreneurs pour cela. La valeur maximale supposée de ces trois contrats est d'environ 280 M PLN nets (6,3 M€).

## Transports

Le ministère du Climat et de l'Environnement vient de lancer un appel d'offres pour la réalisation d'une analyse détaillée sur la mise en place des **10 mesures pour réduire la consommation de pétrole** proposés par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) suite à l'invasion russe en Ukraine. L'analyse devra présenter les prévisions d'impact de la mise en place de ces mesures en 2023, d'ici 2025 et 2030. Elle doit aussi détailler l'estimation des coûts pour le budget de l'Etat. Une grande partie des recommandations concernent le secteur des transports.

### - ferroviaire

Un centre des examens et de suivi des conducteurs de trains a ouvert le 30 mai à Varsovie. C'est l'un des centres les plus modernes au monde. Il dispose de 3 simulateurs, financés en majorité par des fonds européens (40 M PLN sur un total de 48 M PLN).

### - électromobilité

*Enefit*, entreprise estonienne appartenant à l'énergéticien *Eesti Energia*, va proposer aux clients commerciaux l'achat et le bail de stations de recharge de véhicules électriques. Conformément à la loi sur l'électromobilité et les carburants alternatifs, les entreprises dont les locaux disposent de plus de 20 places de stationnement seront obligées d'y installer des points de recharge d'ici 2025. L'entreprise prévoit aussi de développer un réseau public de recharge, avec 450 stations installées au cours des deux prochaines années.

### - urbain

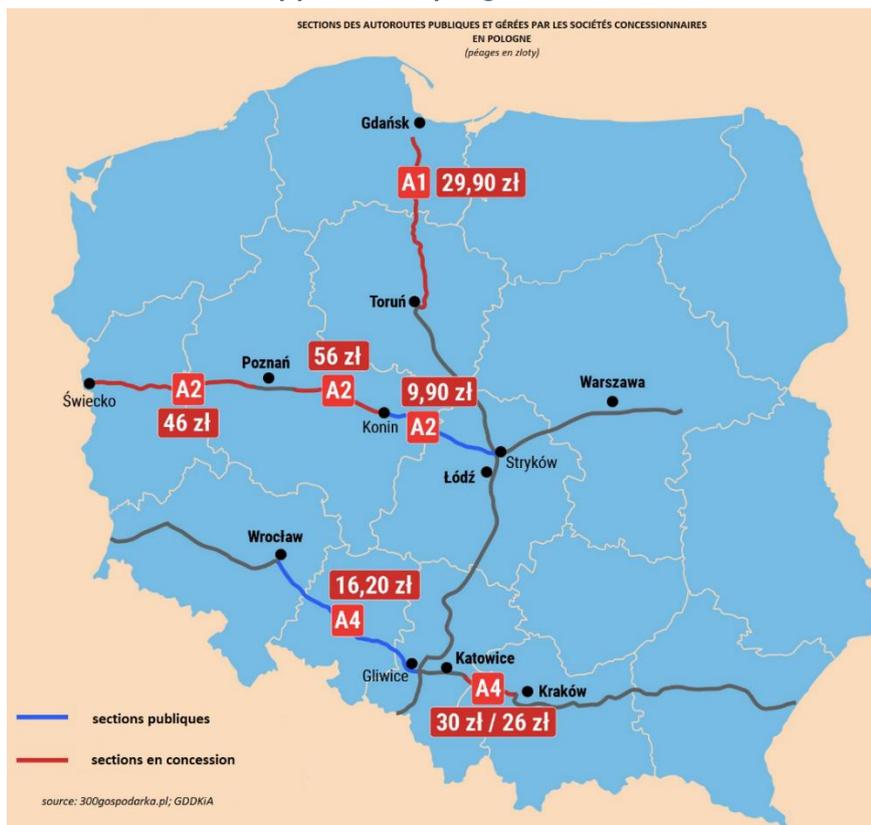
Plusieurs villes polonaises indiquent une **forte augmentation du coût des transports en commun** suite à la hausse des prix de l'électricité, du gaz et des salaires. Ainsi, le coût à Varsovie atteindra 3,9 Mds PLN (800 M€) en 2023, soit 900 M PLN (195 M€) de plus qu'en 2022.

### - routier

Depuis son entrée sur le marché polonais en 2018, *FlixBus*, opérateur allemand spécialisé dans la gestion de flottes d'autocars longue distance, a **triplé le nombre de liaisons avec des arrêts en Pologne**. L'opérateur est de plus en plus présent dans de petites villes : ses bus s'arrêtent dans 80 villes de moins de 20 000 habitants, +300% par rapport à 2018. Outre l'élargissement du

réseau, l'entreprise a augmenté la fréquence des services : le nombre de trajets entre Wrocław et Berlin a augmenté de 140%, et entre Varsovie et Berlin de 200%, depuis 2018.

Conformément à l'annonce de J. Kaczyński, président du parti au pouvoir, le gouvernement a **supprimé à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 les péages pour véhicules légers** et motos sur les autoroutes publiques. La loi prévoit aussi que les autoroutes gérées par la direction générale des routes et autoroutes (GDDKiA), gratuites ou en construction, ne deviendront pas payantes. Le gouvernement **voudrait à terme supprimer les péages sur les sections en concession**.



## - aérien

Début juin le **système anti-drone** de l'entreprise polonaise APS, leader mondial dans ce domaine, sera mis en place à l'aéroport Chopin à Varsovie et dans son voisinage immédiat. Opérationnel, 24/24h, il pourra détecter et neutraliser les drones commerciaux, professionnels et industriels.

## Hongrie

### Energie

L'entreprise publique MVM a réalisé sa **1<sup>ère</sup> émission d'obligations vertes**, à hauteur de 750 M\$. Le coupon est de 7,5% et le taux d'intérêt de 6,39 %, en €. Les liquidités ainsi obtenues serviront à financer des investissements pour renforcer la soutenabilité environnementale de l'entreprise et se conformer aux objectifs de décarbonation de la stratégie énergétique nationale.

Les turbines du gazoduc *Turkstream* étaient en maintenance du 5 au 12 juin. Pour la première fois elle était réalisée de façon autonome par Gazprom, puisque l'entreprise américaine qui détient la licence pour les turbines ne fournit plus de services à la compagnie russe.

## - électricité

Károly Mátrai, **nouveau PDG de MVM, a renouvelé l'équipe dirigeante de l'opérateur énergétique public**. Celle-ci compte désormais dans ses rangs József Tamás, directeur général adjoint, Krisztián Deme, directeur des relations avec la clientèle et Csaba Kiss, directeur de la production. Selon M. Mátrai, les objectifs de MVM sont l'amélioration de l'efficacité, la relation client et la rentabilité. MVM détient des parts dans plus de 150 entreprises, et est actionnaire majoritaire dans 100 d'entre elles.

Le ministère de l'Energie a annoncé un investissement de **160 Mds HUF (430 M€) dans la modernisation du réseau électrique**. Cet investissement vise notamment à permettre de raccorder les nouveaux panneaux photovoltaïques au réseau électrique. Sur les quatre premiers mois de l'année, la puissance installée issue du photovoltaïque a augmenté de 700 MW.

## - énergies fossiles

La Commission européenne a finalement donné son **accord à MOL pour l'achat d'OMV Slovenija**. Dans son analyse sur les effets en matière de concurrence, la Commission avait estimé que cet achat réduirait le nombre d'acteurs dans le secteur des stations-service, mais MOL a proposé de vendre 39 stations à Shell pour répondre aux réserves émises par la Commission. Suite à cette acquisition, MOL disposera d'un réseau d'environ 2 500 stations-service, réparties dans 10 pays.

Un **champ de pétrole et de gaz opéré par MOL au Pakistan** a été la cible d'une attaque. Six agents de sécurité ont perdu la vie, mais aucun employé de MOL n'était sur site au moment de l'assaut. Selon MOL, l'attaque n'aura pas d'incidence sur la production. **Le Pakistan représente 6,3% de la production de pétrole du groupe**.

## - nucléaire

Le nouveau PDG de MVM a indiqué que des discussions étaient en cours pour déterminer si la demande d'**extension de la durée de vie de la centrale de Paks** devait porter sur 10 ou 20 ans.

Alexey Likhachev, PDG de Rosatom, a rencontré le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères hongrois à Budapest. Cela fait suite à l'approbation par la Commission européenne du contrat du projet de centrale Paks II. Celui-ci a été signé par le ministre hongrois et son homologue russe devrait en faire de même sous peu. **Les travaux préparatoires à l'expansion de Paks pourraient débuter dès juillet**.

En visite à Paris, le ministre des Affaires étrangères a affirmé que Framatome reprendrait probablement le rôle prévu pour Siemens dans la fourniture du **contrôle commande de la centrale de Paks II**, suite au refus de Berlin d'autoriser la participation de l'entreprise allemande. Le ministre a également insisté sur l'alignement stratégique entre Paris et Budapest en matière de nucléaire et a salué la création d'une **coalition nucléaire européenne**.

## - renouvelables

**Le fabricant chinois de batteries EVE Energy (9<sup>ème</sup> producteur mondial) va réaliser un investissement d'une valeur de 1 Md€ à Debrecen**. L'usine devrait créer 1 000 emplois et répondre aux besoins du constructeur allemand BMW, qui dispose d'une usine à proximité. Lors de l'annonce de l'investissement, le ministre hongrois des Affaires étrangères a pris soin de préciser que le projet respectait toutes les normes environnementales et que l'usine utilisera majoritairement de l'eau usée. Le parti *Párbeszéd* a toutefois annoncé avoir saisi la Commission européenne, au prétexte que l'usine ne respecterait pas la directive cadre sur l'eau.

**Selon le parti vert de Hongrie (LMP), les fabricants de batteries électriques ne respectent pas la législation hongroise en matière de protection de l'environnement**. Le président du Comité

parlementaire du développement durable a proposé que les entreprises remboursent les aides et subventions reçues de l'Etat, en cas de manquement de leur part. Il a aussi plaidé pour que les entreprises examinent la qualité de l'air, la pollution de l'eau et les nuisances sonores et rendent publiques ces données.

Le LMP va saisir la Cour suprême hongroise suite à la **décision de la Commission électorale nationale de refuser la tenue d'un référendum sur l'implantation de nouvelles usines de batteries**. Le LMP a accusé la Commission électorale de protéger le gouvernement et d'éviter de consulter la population sur ce sujet impopulaire.

Une **1<sup>ère</sup> centrale hydrogène** a été ouverte à Kardoskút par l'opérateur gazier Magyar Földgáztároló. Selon le ministre de l'Energie, il s'agit d'un premier pas en direction d'un stockage énergétique performant, efficient et capable de répondre aux variations saisonnières de la demande. La centrale fonctionne grâce à un système d'électrolyse d'une puissance de 2,5 MW, capable de séparer l'hydrogène de l'oxygène.

MOL a fait l'acquisition de l'usine de biogaz de Szarvas, capable de produire jusqu'à 12,5 M m<sup>3</sup> de gaz par an. Chaque année, l'usine brûle 40 000 t de déchets issus de la production de viande, 53 000 t de déchets produits par les élevages de la région, et 18 000 t de substrats agricoles.

Deux centrales photovoltaïques ont été inaugurées par MVM Zöld Generáció, filiale énergies renouvelables de l'opérateur MVM. D'un coût de 23 Mds HUF (62 M€) et d'une puissance de 28,7 MW, ces centrales sont implantées à Kunmadaras. MVM Zöld Generáció opère plus de 100 centrales photovoltaïques en Hongrie, et 33 supplémentaires sont en construction.

Le ministre de l'énergie a inauguré une centrale photovoltaïque à Mezocsat. D'une capacité de 233 MW, la centrale a coûté 90 Mds HUF (240 M€). Financée par PolSolar, les opérations de la centrale sont pilotées par Extor Energy, avec l'aide d'Alteo.

## Transport et infrastructures

### - ferroviaire

Pour répondre à l'augmentation du trafic intermodal, un **nouveau terminal ferroviaire intermodal sera construit à Szeged**. Situé non loin de la frontière serbe et roumaine et des autoroutes M5 et M43, le terminal est à proximité d'un axe routier important et sa mise en service devrait permettre de réduire de 60 000 le nombre de camions qui circulent chaque année sur les autoroutes M5 et M1.

**Le gouvernement ne compte plus sur Siemens pour la modernisation de ses trains**. Selon le ministre de la Construction et des Transports, cela tient au fait que les relations avec Siemens se sont détériorées. Le ministre a par ailleurs annoncé l'élaboration d'un **plan décennal ambitieux pour la modernisation du rail en Hongrie**.

Les premiers rails ont été posés, dans le cadre de la future ligne ferroviaire entre Budapest et Belgrade. Les travaux actuels concernent la section entre Kunszentmiklós et Tass et sont menés par *China Railway Engineering Group*. La fin des travaux sur l'ensemble de la section hongroise de la ligne est prévue pour juillet 2025.

### - routier

Afin de réduire les dépenses, le gouvernement a modifié les termes d'un contrat de concession d'autoroutes signé en 2022, sans fournir de détail. La concession a été remportée par un consortium dirigé par le fonds de capital-risque *Themis*. Elle attribue au consortium la gestion pour 35 ans des principales routes et autoroutes hongroises. Le contrat prévoit la gestion, la rénovation et la construction de nouvelles routes. Dans le projet de budget 2024, le gouvernement a prévu 200 Mds HUF (540 M€) pour les frais de concession.

L'entreprise de transport Waberer a réalisé un profit net de 10,4 M€ au premier semestre. Les revenus ont augmenté de 11,2%, notamment portés par la hausse des recettes de la branche transport international. Waberer a aussi bénéficié du renforcement du forint.

Le nombre de **nouvelles immatriculations de véhicules en Hongrie a diminué de 6%** en glissement annuel, selon les données d'avril de l'association européenne des constructeurs d'automobiles, alors que les ventes ont augmenté de 17,2% en moyenne dans l'UE. Les véhicules hybrides ont représenté 44,5% des ventes et les véhicules tout électrique 3,7%.

Selon le bilan établi par l'Office hongrois de régulation de l'énergie et des services publics (MEKH), on dénombrait 2 147 **stations de recharge pour voitures électriques** fin 2022, en hausse de 14% par rapport à fin 2021. Si ces stations sont majoritairement situées à Budapest et dans le comté de Pest, c'est dans le Baranya et dans le Tolna que la croissance est la plus rapide. La quantité d'énergie utilisée pour ces recharges a également connu une forte hausse puisqu'au T4 2022 elle a atteint 8 151,4 MWh, contre 3 769,5 MWh au T4 2021.

### - aérien

**L'aéroport de Budapest a dégagé un profit de 76,6 M EUR sur l'année 2022**, après une perte de 87,7 M€ l'année précédente. Selon le PDG de l'aéroport, les activités ont été particulièrement affectées par l'inflation, l'instabilité du forint et la taxe spéciale sur le secteur aérien.

**L'aéroport va augmenter ses capacités en matière de fret aérien grâce à un investissement de 30 M€.** Celui-ci permettra de porter les capacités à 300 000 t/an, contre 250 000 actuellement. Alors que le trafic de passagers n'a toujours pas retrouvé son niveau pré-pandémique, le fret aérien était pour sa part 43% plus élevé en 2022 qu'en 2019.

En prévision d'une augmentation du nombre de touristes durant la saison estivale, la fréquence des navettes entre l'aéroport et le centre de Budapest va croître. En semaine, la navette 100E, dont le terminus est à Deák ter, circulera à une fréquence de 7 à 8 minutes durant la journée.

Pour la première fois, des avions ont pu faire le **plein d'un mélange de kérosène et d'un carburant éco-performant proposé par MOL**. 3 appareils de *Wizz Air* ont pu bénéficier de ce carburant issu de matériaux recyclés comme de l'huile de cuisine, des déchets et des sous-produits de l'industrie du bois. Sur l'ensemble de son cycle de vie, ce carburant génère 80% d'émissions de CO<sub>2</sub> de moins que le kérosène. Il est en revanche plus onéreux.

Le constructeur aérien hongrois *Magnus Aircraft* a conclu un accord avec le groupe chinois *Rizhao Wohe Aviation Service* pour la livraison de 50 de ses avions à hélice de type Fusion, d'une valeur totale de 65 M CNY (8,6 M€). Un autre accord a été signé, qui fixe un objectif de vente de 45 appareils entre la filiale chinoise de *Magnus Aircraft* et *Rizhao Wohe Aviation Service*.

La Hongrie et la Chine ont conclu un accord pour porter le nombre de vols hebdomadaires à 42 (+100%). L'accord couvre le transport de passagers comme celui de marchandises. Deux nouvelles destinations seront également proposées en Chine, dont Ningbo, dès mi-juin, desservie par *China Eastern Airlines*. Le ministre hongrois des Affaires étrangères a souligné que Ningbo était un hub logistique et disposait d'une importante industrie automobile.

En visite au Forum Économique de Doha, Viktor Orbán a suggéré que **le Qatar pourrait faire partie du consortium d'acteurs intéressés par le rachat de l'aéroport de Budapest**. Selon lui, le rachat aurait aussi pour but de faciliter la réalisation d'investissements stratégiques.

**La compagnie aérienne Wizz Air espère un profit net de 350-450 M€ et +30% de passagers sur l'exercice 2023-2024.** Elle se montre très confiante pour la saison estivale. Les résultats de la compagnie devraient être portés par la baisse du prix du kérosène et l'élargissement de sa flotte.

La cour d'appel de Budapest a annulé l'amende de 763 000 € infligée à Ryanair par l'Autorité hongroise de protection des consommateurs. L'Autorité considérait que Ryanair avait répercuté la taxe sur les bénéficiaires excédentaires sur les consommateurs.

### - urbain

A l'occasion du **premier Sommet de Budapest sur la géothermie**, le ministre de l'Energie a rappelé que le potentiel géothermique de la Hongrie demeurait largement inexploité. A ce jour, seuls 10% de l'énergie utilisée pour le chauffage collectif provient de la géothermie. Suite à la révision de la législation relative à l'énergie géothermique en mars, 70 projets ont été déposés auprès de l'Autorité de surveillance pour les affaires réglementaires.

La ville de Szeged a inauguré le **plus important système géothermique de chauffage d'Europe continentale**. Cet investissement de 23 M€, financé par des fonds européens, permettra de chauffer 28 000 logements et 400 bâtiments publics. Le système de chauffage est constitué de 27 puits géothermiques, 16 stations de chauffage et 250 km de tuyaux.

**Une installation géothermique a été inaugurée à Mosonmagyaróvár** par le groupe EU-Fire. Selon le ministre de l'Agriculture, « l'énergie géothermique est respectueuse de la nature, c'est une ressource durable, elle est prévisible, autonome et sûre, et elle est également synonyme d'un avenir durable. »

**Les travaux de rénovation de la ligne de métro 3 de Budapest sont désormais terminés**, plus de 5 ans après leur lancement. L'UE a contribué au coût de la rénovation à hauteur de 75%, en raison des réductions des émissions de gaz à effet de serre associées à la fréquentation des transports en commun. La ville de Budapest a payé un peu plus de 3% et le solde a été payé par l'État. Il s'agissait du plus gros projet hongrois soutenu par les fonds européens de la période 2014-2020.

## République Tchèque

### Plan de relance

Après une série d'échanges techniques avec la Commission, le gouvernement tchèque a approuvé le 14 juin en conseil des ministres la mise à jour de son PNRR, comprenant :

(1) une demande de prêt auprès de la FRR d'un montant de 137 Md CZK, soit 5,8 Mds€ (un montant de 170 Md CZK (7 Mds€) avait été officiellement évoqué précédemment) ;  
(2) une augmentation de l'allocation nationale de subventions de 15,3 Md CZK (soit 640 M€) et  
(3) l'inclusion de 18,1 Md CZK (soit 760 M€) de subventions du paquet REPowerEU. Cette actualisation du PNRR doublera l'enveloppe totale du PNRR de la Tchéquie, passant de 179 Mds€ à 349 Md CZK (14,7 Mds€). La ventilation préliminaire par secteurs est la suivante :

- 40 Md CZK (1,7 Md€) pour l'éducation,
- **20 Md CZK (840 M€) pour le cofinancement de projets d'économie d'énergie,**
- **17,6 Md CZK (742 M€) pour le secteur ferroviaire,**
- **10 Md CZK (421 M€) pour la rénovation des bâtiments et la réduction de la consommation d'énergie,**
- **10 Md CZK (421 M€) pour la rénovation des bâtiments publics,**
- **8,5 Md CZK (360 M€) pour la réforme des logements abordables,**
- 3,3 Md CZK (140 M€) pour l'amélioration des soins gériatriques.

Les autorités tchèques ont toutefois exclu de la mise à jour du PNRR le financement de plusieurs projets liés à la sécurité énergétique (en particulier, projet TAL + de renforcement de l'oléoduc transalpin, projet Stork II de gazoduc avec la Pologne) vers lesquels elles souhaitent flécher des financements REPowerEU, car elles considèrent au terme des négociations avec la Commission que ces projets ont peu de chance d'être approuvés. A ce stade, la répartition du versement des fonds entre subventions directes et prêts reste à être précisée.

**Projet de loi sur les transformations des entreprises** : sur proposition du gouvernement, le seuil actuel de 90% d'actionnaires présents en assemblée générale pour décider de scinder une société par actions serait abaissé à 75%. Le texte définitif du projet de loi n'est pas encore publié. Le Premier ministre a déclaré que ce projet de loi ne visait pas spécifiquement ČEZ, à la suite de la chute du cours des actions de l'énergéticien national après l'annonce de ce projet de loi.

## Energie

### - nucléaire

A l'issue de la réunion de « l'Alliance des pays affinitaires du nucléaire », qui s'est tenue le 16 mai dernier à Paris, le ministre de l'Industrie et du Commerce a affirmé sa conviction que le nucléaire civil permettrait à l'Europe d'atteindre une autonomie énergétique et **a appelé à ce que l'UE soutienne sans ambiguïtés l'industrie nucléaire**, en clarifiant les conditions d'investissement et les règles de financement public.

Par ailleurs, le Comité permanent pour la construction de nouvelles ressources nucléaires en République tchèque, organe consultatif auprès du gouvernement et présidé par le ministre de l'Industrie et du Commerce, a recommandé au gouvernement d'examiner dans le cadre de la révision de la stratégie énergétique nationale la question du **développement de petits réacteurs modulaires (SMR)**. Dans ce cadre, le ministère de l'industrie et du commerce prépare un plan d'action pour le développement de SMR qui sera prochainement présenté au gouvernement.

### - EnR

Le ministre de l'Environnement a présenté une étude du cabinet Deloitte chiffrant un **potentiel de développement des sources solaires de 15,3 GW supplémentaires à horizon 2030** (contre une puissance installée actuelle de 2 GW) **et de 2 GW s'agissant des sources éoliennes** (contre 340 MW). L'étude identifie près de 213 Md CZK (8,9 Mds€) de financements européens disponibles pour cofinancer la construction de ces nouvelles capacités. Le ministre a déclaré que l'investissement dans les ENR constituait l'un des principaux leviers pour éliminer la dépendance au charbon, tout en générant des avantages économiques majeurs : 34 000 nouveaux emplois, 145 Md CZK (6 Mds€) de revenus supplémentaires pour les ménages et 119 Md CZK (5 Mds€) de recettes publiques selon l'étude.

### - gaz

Selon la presse, l'unique actionnaire de la société GasNet, un consortium d'investisseurs mené par l'australien *Macquarie Asset Management*, aurait initié le processus de vente de cette entreprise, rachetée au groupe allemand RWE en 2019. GasNet est le plus grand distributeur de gaz de Tchéquie, avec plus de 2,3 M de clients et exploitant près de 65 000 km de gazoducs. **La vente des actifs de GasNet, considérés comme stratégiques dans le cadre de la loi sur le contrôle des investissements étrangers, sera soumise à l'approbation des autorités tchèques.**

### - décarbonation

D'après son rapport annuel sur le développement durable, **les deux-tiers des investissements réalisés l'an passé par CEZ ont été consacrés à des activités durables** au sens de la taxonomie européenne. Par ailleurs, les émissions directes du groupe ont diminué de 4% par rapport à 2021. Pour mémoire, le groupe affiche comme objectif de décarbonation une réduction de son intensité carbone de 0,23 t CO<sub>2</sub>e/MWh en 2025 et l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2040.

## Transport et infrastructures

**Transport de marchandises 2022** : l'Office des statistiques tchèques a publié les données préliminaires relatives au transport de marchandises en 2022 : la masse transportée passe de

700 Mt en 2021 à 650 Mt en 2022 (-6,9%) mais la distance parcourue augmente, impliquant une **croissance du volume de transport de 82 à 85 Mds tonnes-kilomètres** (+3,5%, le transport aérien étant exclu) ; cette hausse est marquée dans tous les modes : ferroviaire, routier, fluvial, pipeline.

### - ferroviaire

Les **Czech-French Railway days 2023** organisés les 8 et 9 juin par l'ambassade et le bureau **Business France à Prague**, en partenariat avec l'Association tchèque des infrastructures (ARI), s'inscrivaient dans le cadre de la coopération ferroviaire franco-tchèque engagée depuis 5 ans entre les gestionnaires d'infrastructures *Sprava Zeleznic* et SNCF Réseau pour la préparation du réseau de lignes à grande vitesse. En présence de leurs PDG respectifs et du ministre des Transports, cet évènement a permis d'échanger sur les perspectives de nouvelles collaborations portant sur la conception et la réalisation d'infrastructures ferroviaires, la fabrication des matériels roulants et l'exploitation des services de transport, dans le cadre d'une chaîne de valeur ferroviaire européenne plus intégrée. La deuxième journée était consacrée aux solutions de financement des LGV, notamment sous la forme de partenariats public-privé.

Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires *Sprava Zeleznic* étudie la possibilité du **recours à un PPP pour la reconstruction de la gare de Teplice**. Le coût est estimé à 616 M CZK (26 M€) et le projet concerne l'intérieur du bâtiment, le prolongement des passages souterrains et la construction d'un parking. Outre ce projet, des études de faisabilité pour **évaluer la pertinence du modèle PPP sur deux lignes (Prague-aéroport et Nemanice-Švětín)** sont en cours.

L'opérateur privé **RegioJet a amélioré ses résultats financiers en 2022**, enregistrant un chiffre d'affaires de 2,8 Md CZK (117 M€) et un bénéfice avant impôts de 126 M CZK (5,3 M€). Il a transporté **11 M de voyageurs en 2022** (7 M en train, 4 M en bus), 40% de plus qu'en 2021.

**RegioJet participera à l'homologation en cours de 2 trains Sirius du constructeur chinois CRRC** en les testant avec et sans voyageurs. Ces trains doivent faire 50 000 km d'essais sur le réseau tchèque dont 10 000 sans passagers et 40 000 avec. Ils sont actuellement testés en Slovaquie.

Selon une étude de l'Institut de recherche ferroviaire (VUZ) visant à comparer les différents types d'alimentation (diesel, batteries, électrique et hydrogène) sur 16 lignes régionales présélectionnées, **le déploiement des trains hydrogène ne serait économiquement viable que sur une seule ligne (Ostrava-Krnov-Olomouc)**. Pour les autres lignes, l'électrification des voies serait la solution la plus pertinente économiquement.

### - transport aérien

La compagnie *CzechAirlines* louera à partir de janvier 2024 quatre nouveaux A220-300 auprès de la société *Air Lease Corporation*. Ils renforceront la capacité opérationnelle de la compagnie ČSA dont **le plan de vols est désormais réduit à une seule liaison**, entre Prague et Paris, assurée par une flotte de **seulement 2 Airbus A320 plus anciens**.

### - transport urbain

Dans le cadre de la réforme du système de parking de la ville de Prague, la mairie a annoncé vouloir introduire un **péage d'entrée dans le centre historique** et supprimer le stationnement gratuit pour les véhicules électriques à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. La ville continue à soutenir la mobilité électrique par le déploiement accéléré d'infrastructures de recharge.

## Environnement

Le ministre de l'Environnement a présenté un projet d'amendement à la loi sur les emballages visant à **structurer un système de consigne pour les récipients de boisson** - bouteilles et canettes en plastique (PET). Le texte fixe un objectif de collecte de 90% de ces contenants 5 ans après

son entrée en vigueur (prévue pour mi-2025). Lors de l'achat, les clients paieront une consigne. Les détaillants de plus de 50 m<sup>2</sup> auront l'obligation d'offrir un point de collecte. Cette loi, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie tchèque sur l'économie circulaire, a été testée avec succès dans plusieurs magasins pilotes. Pour en savoir plus : [CP MZP projets pilotes](#) et [CP MZP consigne obligatoire des bouteilles et canettes en plastique](#)

Selon le rapport annuel de l'organisme EKO-KOM, **les déchets d'emballage en République tchèque ont diminué de 1% par rapport à 2021**, tandis que la quantité de déchets triés par habitant a augmenté de 6 kg, atteignant près de 78 kg en 2022. Le rapport note, en parallèle, une augmentation de 2 points de pourcentage de la part de la population qui trie systématiquement ses déchets, à près de 75%.

## Slovaquie

### Nominations

Après le vote de la motion de censure contre le gouvernement en décembre 2022 et de nouvelles turbulences politiques début mai, la présidente de la République a nommé le 15 mai un **gouvernement intérimaire composé d'experts sans étiquette politique**. Pour mémoire, les élections législatives anticipées sont prévues le 30 septembre 2023. La présidente a désigné comme Premier ministre M. Ludovit Odor, vice-gouverneur de la Banque Centrale de Slovaquie, économiste reconnu et co-auteur de plusieurs réformes d'envergure. Sont aussi nommés (i) ministre de l'Economie, chargé aussi de l'énergie, M. Peter Dohun, ex-directeur du Réseau de transmission slovaque, (ii) ministre des Transports, M. Pavol Lancaric, ex-PDG d'Orange Slovaquie et (iii) ministre de l'Environnement, M. Milan Chrenko, ex-directeur des relations internationales et européennes au ministère de l'Environnement, ex-directeur de la coopération entre les Etats membres et les institutions européennes à l'Agence européenne pour l'environnement.

### Energie

Le nouveau ministre de l'Economie a présenté ses priorités : (i) atténuer les inquiétudes des consommateurs sur les **prix des énergies**, (ii) tenir les engagements de **décarbonation**, (iii) diminuer la **dépendance énergétique** à l'égard de la Russie et (iv) créer des conditions propices pour de **nouveaux investissements** en faveur de l'emploi.

**Visite présidentielle en Slovaquie** : le 31 mai 2023, à l'occasion de la visite du président de la République française en Slovaquie et de sa rencontre avec la présidente Zuzana Caputova, deux protocoles d'accord ont été signés par des acteurs économiques français et slovaques :

Le [premier](#) entre *Slovenské elektrárne* et Framatome. Il vise le renforcement de la relation commerciale sur l'exploitation et la maintenance nucléaires, le contrôle-commande, le combustible nucléaire, ainsi que la médecine nucléaire.

Le [second](#) entre, d'une part, l'association France Hydrogène et le Medef International, et d'autre part, l'association slovaque pour l'hydrogène. Son objectif est de favoriser les échanges et la diffusion d'informations commerciales et économiques.

Fin mai, l'Autorité de régulation de l'énergie a lancé la première édition du *Regulatory Sandbox*, un **espace virtuel permettant aux entreprises régulées, en coopération avec des partenaires innovants, de tester des nouvelles technologies**, des mécanismes de marché et des concepts de service. Cela vise à soutenir les innovations, la baisse des prix, la décarbonation, les énergies renouvelables ou encore la protection des consommateurs vulnérables. Le dispositif est ouvert aux institutions académiques, institutions publiques, entreprises régulées et toutes entreprises

innovantes. Les inscriptions sont possibles jusqu'à fin juillet et l'autorité de régulation devrait évaluer les projets déposés d'ici le 30 octobre.

### **Les sociétés énergétiques slovaques ont réalisé des résultats contrastés en 2022.**

**Le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, a enregistré une perte de 217 M€ bien que son chiffre d'affaires soit passé de 2,8 à presque 5 Mds€** entre 2021 et 2022. La perte résulte principalement de la baisse de production en 2022 et de la nécessité d'importer de l'électricité. Le manque de production vient des arrêts imprévus de la centrale thermique à l'est du pays et de la centrale nucléaire à Jaslovske Bohunice, du retard de lancement du troisième bloc nucléaire à Mochovce, de la baisse de production de la centrale thermique en Slovaquie centrale et de la mauvaise situation hydraulique impactant la production des centrales hydroélectriques.

A l'inverse, **les sociétés suivantes ont enregistré des profits** : (i) SPP Infrastruktúra, infrastructures gazières, appartenant au groupe tchèque EPH (460 M€); (ii) Eustream, transport de gaz, contrôlée par EPH (265 M€); (iii) SPP distribúcia, distribution de gaz, (135 M€); (iv) SEPS, transmission électrique (105 M€) et (v) ZSE, distribution électrique (73 M€).

#### **- nucléaire**

Le 12 juin, le ministre de l'Economie a indiqué que **l'Etat et les acteurs clés du nucléaire slovaque veulent participer au projet américain Phoenix**. Pour cela, le ministère a signé un mémorandum de coopération avec Slovenske elektrarne, SEPS, le métallurgiste américaine US Steel, l'Autorité de sûreté nucléaire slovaque, l'Université technique de Slovaquie et la société nucléaire privée VUJE. Selon le ministre, ce mémorandum permet de solliciter un **financement américain pour une étude de faisabilité en vue de l'installation de petits réacteurs modulaires SMR** en Slovaquie. La présidente de l'Autorité de sûreté nucléaire a souligné que les SMR étaient une bonne opportunité pour remplacer les centrales thermiques.

#### **- renouvelables**

La société Adifex a remporté l'appel d'offres pour la construction d'une centrale photovoltaïque sur le site de l'entreprise JESS à Jaslovske Bohunice. Pour mémoire, JESS est la coentreprise entre JAVYS (51%), société nationale du démantèlement et de la gestion des déchets nucléaires, et l'électricien tchèque CEZ (49%), chargée du projet de nouvelle centrale nucléaire en Slovaquie.

#### **- hydrogène**

Le 12 juin, le gouvernement a approuvé un plan d'action pour sa Stratégie nationale Hydrogène « Prêts pour l'avenir ». Il comprend dix mesures dans trois domaines pour les années 2023-2026, dont les coûts sont évalués à hauteur de 60 M€ :

- action en faveur de la neutralité climatique (feuille de route de décarbonation H<sub>2</sub> ; politiques publiques d'innovation, de communication et de partenariat H<sub>2</sub> ; législation et régulation);
- chaîne de valeur H<sub>2</sub> (PIIEC ; soutien aux projets pilotes ; infrastructures d'utilisation de H<sub>2</sub>);
- actions en faveur de la R&D (centre de recherche des technologies H<sub>2</sub> à Kosice ; éducation et transfert des connaissances ; sécurité ; soutien aux start-ups).

#### **- pétrole**

**Le groupe polonais Orlen a finalisé l'acquisition de 38 stations-service auprès de Slovnaft** (groupe hongrois MOL). Cette transaction s'inscrit dans un échange plus large entre les deux groupes dans la région. Slovnaft demeure, avec 233 stations, le 1<sup>er</sup> acteur sur le marché slovaque. Orlen, 4<sup>ème</sup> acteur, opérait déjà près de 90 stations dont 28 *Oliva* en libre-service, acquises en 2022. Orlen mène une politique de prix offensive, parfois 10 c€ sous la concurrence.

### - chaleur

La société publique MH Teplarensky, gérant 6 centrales de chauffage, obtiendra 15 M€ pour la construction de deux unités de cogénération au gaz naturel (chaleur & électricité) à Zilina d'ici avril 2026. Le financement sera attribué par le Fonds environnemental sous forme de subvention du Fonds de modernisation.

La centrale de chauffage à Kosice, appartenant à MH Teplarensky, a brûlé 67 000 t d'antracite l'année dernière, après 105 000 t en 2020. Il est prévu la consommation de 50 000 t pour l'hiver 2023/2024, puis l'arrêt définitif de la centrale.

## Transports

Le nouveau ministre des Transports a cité parmi ses priorités : (i) la réforme du transport public de passagers, (ii) la baisse des coûts de péage électronique et (iii) le financement stratégique du ferroviaire. Le ministre a aussi rappelé le **besoin d'investir massivement dans la reconstruction des ponts**. Le taux de dégradation de ces derniers est passé de 12% en 2012 à 42% en 2022.

### - routier

Fin mai, le ministère des Transports a alloué 30 M€ du PNRR au développement de **25 nouvelles pistes cyclables d'une longueur de 80 km**. Le ministère dispose encore de 55 M€ pour les municipalités et prévoit deux autres appels d'offres. Au total, d'ici 2026, 160 km de nouvelles pistes cyclables devraient être construits.

La mairie de Bratislava et l'autorité intégrée des transports de la ville ont annoncé une augmentation de tarif de 20%. Selon le maire de Bratislava, c'est inévitable pour assurer la qualité du transport public. Le système intégré de transport est opéré par *Dopravny podnik Bratislava* (urbain), *Arriva* (périurbain) et *Železnica spoločnosť Slovensko ZSSK* (ferroviaire).

La région de Trnava a signé un contrat d'une durée de 10 ans avec *Arriva* pour assurer le transport interurbain au sein de 4 de ses 7 districts.

Le 25 mai, l'Autorité de la concurrence a validé la **création d'une coentreprise entre Eurovia (groupe Vinci) et Strabag pour la construction d'un site de production de mélanges bitumineux** dans la région de Bratislava.

### - ferroviaire

La société publique chargée des infrastructures ferroviaire, *Železnice Slovenskej republiky (ZSR)*, a désigné le consortium *TSS Grade-Doprastav* vainqueur du marché public de modernisation des voies entre Poprad Tatry et Vydrník (11 km). Il s'agit de la première modernisation des voies entre Zilina (nord) et Kosice (est) en vue d'**augmenter la vitesse d'exploitation** de 100 à 160 km/h. ZSR a aussi annoncé les [résultats de l'appel d'offres](#) pour l'électrification des voies entre Banovce nad Ondavou et Humenne (33 km), remporté par la société Eltra. Les travaux, bénéficiant des fonds PNRR, permettront également d'augmenter la vitesse de circulation de 100 à 120 km/h.

L'unité analytique du ministère des Finances a présenté les premiers enseignements de son audit du transporteur ferroviaire public ZSSK, qui « pourrait mieux orienter ou économiser 130 M€ ».

La mairie de Bratislava a annoncé une nouvelle échéance à septembre 2024 pour la construction des 3,9 km de voies de tramway dans le quartier Petržalka. Les travaux ont débuté en novembre 2021, puis ont été suspendus du fait du renchérissement des matériaux de construction. L'ouverture de la ligne est prévue en 2025.

## - aérien

Le 10 mai, la liaison aérienne entre Tel Aviv et la ville de Piestany (28 000 habitants, station thermale) a démarré, 28 vols sont prévus jusqu'à mi-novembre.

Le groupe aérien irlandais *Avia Solutions* a acquis la société charter slovaque *AirExplore* (CA de 33 M€ en 2021 et flotte de dix avions Boeing 737-800).

## Environnement

Le nouveau ministre de l'Environnement a présenté ses priorités : (i) **l'adaptation au changement climatique**, ii) la **protection de la biodiversité** et des sites les plus remarquables. Le ministère poursuivra la **réforme des parcs nationaux**.

En 2022, **les cimenteries slovaques ont remplacé à 70% le charbon par un combustible alternatif fabriqué à partir de déchets non recyclables**. Avec ce taux, selon l'association sectorielle slovaque, ces cimenteries se placent parmi les plus écologiques au monde. Elles ont valorisé 390 000 t de combustibles solides alternatifs et épargné la combustion de 220 000 t de charbon.

Le Parlement slovaque a adopté un amendement qui garantit plus de ressources financières aux industriels à partir du Fonds environnemental, **alimenté par le système d'échange de quotas d'émission**. La loi stipulait que 25% des recettes des quotas devaient retourner aux industriels, avec une clause dérogatoire à cette règle : en réalité, les industriels ne percevaient que 7,5% des recettes. **L'amendement voté augmente la part à 35% et abroge le pouvoir discrétionnaire du ministère de l'Environnement**. En octobre 2022, le Fonds disposait de 1,6 Md€.

Le 5 juin, le Premier ministre, la vice-Première ministre chargée du PNRR et de l'utilisation des fonds européens, et le ministre de l'Environnement ont présenté les résultats d'un **appel à projets du volet « décarbonation de l'industrie » du PNRR**. 3 projets pour un montant total de 317 M€ ont été retenus.

300 M€ sont affectés au projet de *US Steel* de décarbonation de la production d'acier par l'installation de fours électriques (investissement dans deux fours estimé à 1,3 Md€, *US Steel* cherche donc d'autres sources de financement, par exemple le Fonds de modernisation). 8,4 M€ vont au cimentier *Danucem* pour la décarbonation du ciment gris. Un montant identique va à la société *Wienerberger* qui prévoit de décarboner sa production de briques.

D'après les autorités slovaques, **ces 3 projets réduiront les émissions de 3 M t éqCO<sub>2</sub> d'ici 2026, soit 1/5 de toutes les émissions des entreprises participant au système d'échange de quotas en Slovaquie**.

Le ministre de l'Environnement rappelle que d'autres industriels peuvent bénéficier d'un financement de leurs projets de décarbonation par l'intermédiaire d'un appel à projet (350 M€) lancé par le Fonds de modernisation et ouvert jusqu'au 30 juin 2023.

Début juin, la Commission européenne a publié son rapport d'alerte précoce sur le traitement des **déchets municipaux, avec le risque pour la Slovaquie de ne pas atteindre ses objectifs à l'horizon 2025 et 2035**.

Les autorités slovaques ont alloué 100 M€ aux projets verts des ménages depuis 2015. Elles veulent élargir ce programme aux PME et autoentrepreneurs travaillant à domicile. Le soutien devrait atteindre 55 M€ (10 M€ pour la région de Bratislava et 45 M€ pour les autres) et **aider 900 entreprises, notamment pour des investissements dans les pompes à chaleur, les panneaux photovoltaïques et les turbines éoliennes**. La somme maximale par entité sera de 50 000 €.

## Lituanie

### Energie

#### - solaire

La capacité photovoltaïque sur le toit de *Skuba*, concessionnaire et fournisseur de pièces détachées poids lourds, va être portée de 500 kW à 1,4MW. Les travaux, réalisés par la société lituanienne *soliteK*, sont contraints par la surface des toits de la compagnie.

#### - éolien

L'appel d'offres pour la construction du **1<sup>er</sup> parc éolien offshore**, d'une capacité de 700 MW, est clôt. 2 entreprises auraient candidaté, dont l'énergéticien public *Ignitis*, qui avait confirmé sa participation en consortium avec *Ocean Winds* (coentreprise ENGIE - EDP Renouvelables). Les résultats sont attendus début septembre, comme pour le second appel d'offres.

#### - biocarburants

Dans la perspective du lancement d'une **centrale de cogénération à biocarburant** à l'automne prochain, *Ignitis* a annoncé céder 49% des actions du projet. L'investissement de 420 M€ a été financé à 52,4% par des emprunts, à 33,3% par l'UE et à 14,3% par *Ignitis*.

La Lituanie a pour objectif de **porter sa production de biométhane à 950 GWh d'ici 2030**. Dans ce but le ministère de l'Energie a octroyé 14 M€ en février pour la création de 5 installations, dont une à Panevėžys dans un délai de 36 mois. Ce projet, financé en partie par l'Agence de développement des investissements publics, permettra de valoriser les déchets et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 6363 t  $\text{eqCO}_2/\text{an}$ .

#### - hydrogène

Un appel à candidatures a été lancé pour bénéficier de **50 M€ du Fonds de modernisation dans le cadre de projets de production d'hydrogène vert**. A terme, ces investissements devraient permettre à la Lituanie de produire plus de 8000 t de  $\text{H}_2$  vert par an. D'autres projets de production d'hydrogène devraient être développés, notamment par un électrolyseur d'une capacité de 2MW dans le port de Klaipėda (études d'évaluation d'impact en cours).

### Transport

#### - aérien

La croissance rapide des flux de passagers pousse les aéroports lituaniens à diversifier leur catalogue de destination. La compagnie *Air Baltic* a annoncé ouvrir 4 nouvelles liaisons depuis Vilnius à l'automne et l'hiver prochain : Dubaï, Bruxelles, Tenerife et Turin.

#### - routier

En marge du sommet de l'OTAN, 100 km de routes seront rénovés à Vilnius cet été, 3 fois plus que ce qui avait anticipé. Le coût est estimé à 40 M€.

*Bolt drive* opère désormais à Kaunas, permettant la location de véhicules de courte durée à des prix attractifs. L'entreprise a bénéficié d'un prêt de 126 M€ de *Sweddbank* et *Luminor*.

### Infrastructures, logement et construction

ATLAS, plus grand complexe de *coliving* des pays baltes, devrait ouvrir ses portes fin 2023. Répondant aux besoins de logement dans la capitale, il sera de classe énergétique A++.

Le permis de construire a été accordé pour la construction d'un stade de 15 900 m<sup>2</sup> à Vilnius. Les travaux dans le quartier de Šeškinė doivent commencer dès juin prochain.

L'appel d'offres de *Northtown Vilnius*, pour la construction d'un bâtiment de recherche dans le parc industriel d'innovation de la capitale, a été annulé en raison des critères excessifs imposés aux prestataires. Un nouvel appel d'offres sera donc lancé.

## Environnement

Une ferme verticale a ouvert ses portes à Vilnius et prétend être la plus importante d'Europe. La société *Leafood* veut par ce projet développer l'agriculture urbaine et offrir un approvisionnement de proximité en herbes et légumes verts cultivés de manière durable par la technologie taiwanaise de *Yes Health Group*. Les produits de cette ferme, gérée par des Lituaniens et des Taïwanais, ont déjà été présentés dans la grande surface Iki.

## Environnement

L'industrie du vélo standard et électrique se renforce en Lituanie, principalement grâce à l'entreprise locale *Baltik Vairas*. Son partenaire néerlandais *Pon Holding* a récemment annoncé la construction d'une nouvelle usine de vélos électriques à Kėdainiai.

## Lettonie

### Transport

L'entreprise *Enefit* prévoit de déployer en Lettonie plus de 100 bornes de recharge pour véhicules électriques sous l'enseigne *Enefit Volt*, dont 10 chargeurs haute puissance de 300kW. Le projet de 5M EUR, est cofinancé à 10% par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

### Infrastructures

Au T1 2023, l'activité de BTP a progressé de 17% en g.a. : +25% pour les bâtiments, +13% pour les travaux spécialisés et +6% pour les infrastructures.

**Des représentants de Rail Baltica et de TELT (Tunnel Euralpin Lyon Turin) se sont réunis le 31 mai à Riga** pour un échange sur ces deux mégaprojets ferroviaires européens.

## Calendrier

- Conférence de haut niveau : "Energy security beyond 2023 : Achieving winter preparedness in turbulent times" le **14 septembre 2023** en Pologne
- Salon international dédié au matériel roulant [TRAKO](#) du **19 au 21 septembre 2023** à Gdansk
- Congrès [DISE – Energy Transition to phase out the crisis](#), les **27-28 septembre 2023** à Wrocław
- [XXVIIème Congrès mondial de la Route](#) du **2 au 6 octobre 2023** à Prague
- Conférence Eco-Miasto sur la ville durable le **10 octobre 2023** à Varsovie
- Salon [POLECO](#) dédié à la protection de l'environnement, du **17 au 19 octobre** à Poznań

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)